



PRIÈRE

DIX HEURES

Les projets de loi mentionnés ci-après, dont l'objet a été indiqué, sont lus une première fois :

(N° 5) — *Loi modifiant la Loi sur les armoiries, les emblèmes et le tartan du Manitoba/The Coat of Arms, Emblems and the Manitoba Tartan Amendment Act;*

(M. le ministre GOERTZEN)

(N° 6) — *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail/The Workers Compensation Amendment Act.*

(M. le ministre FIELDING)

Conformément au paragraphe 27(1) du *Règlement*, M. PIWNIUK, M^{me} SMITH (Point Douglas), MM. MARTIN et WIEBE ainsi que M. le *ministre* WHARTON font des déclarations de député.

Les pétitions qui suivent sont présentées et lues devant l'Assemblée législative du Manitoba :

M. MALOWAY — Demande visant à exhorter la nouvelle première ministre à aider la ville de Winnipeg, sur le plan financier, à construire un pont à trois voies dans chaque direction afin de conserver le lien essentiel qui relie le secteur nord-est de Winnipeg, Transcona et le centre-ville, à exhorter le gouvernement provincial à recommander que la ville garde le vieux pont entièrement ouvert à la circulation pendant cette construction et à étudier la faisabilité de le garder en service à des fins de transport actif dans le futur.

M. WIEBE — Demande visant à exhorter le ministre de l'Infrastructure à maintenir des points d'accès à la route périphérique au moins tous les deux miles pour les résidents, surtout à des intersections comme le chemin Sturgeon qui sont essentielles pour les entreprises locales, et à tenir compte des besoins et des opinions des résidents et des propriétaires d'entreprises locaux qui ont pris le temps de remplir le sondage sur la sécurité de la route périphérique, et ce, tout en travaillant avec les ingénieurs et les techniciens afin de veiller à répondre à leurs inquiétudes.

M. MOSES — Demande visant, d'une part, à exhorter le gouvernement provincial à fournir immédiatement une couverture de santé gratuite et complète à tous les résidents du Manitoba, y compris aux demandeurs d'asile, aux travailleurs migrants, aux étudiants internationaux, aux enfants à charge des résidents temporaires et aux résidents sans papiers, et, d'autre part, à exhorter la ministre de la Santé et des Soins aux personnes âgées à entreprendre une campagne de communication multilingue afin de fournir aux résidents visés des renseignements concernant la couverture de santé élargie, à informer les établissements et fournisseurs de santé sur la couverture élargie offerte aux personnes n'ayant pas d'assurance-santé de même que sur la mise en œuvre des changements nécessaires en matière de politiques et de protocoles, à créer et à faire appliquer des politiques de confidentialité strictes ainsi qu'à fournir au personnel une formation en vue d'assurer la sécurité des résidents dont le statut d'immigration est précaire et de veiller à ce qu'ils puissent avoir accès à des soins de santé sans compromettre leur capacité à demeurer au Canada.

L'Assemblée convient, pour les séances qui restent à la session d'automne qui doit prendre fin le 2 décembre 2021, de faire une déclaration sur la reconnaissance des territoires immédiatement après la prière dans le cadre des affaires courantes. La déclaration est formulée tel que les partis l'ont convenu.

L'Assemblée convient, pendant les débats aujourd'hui, d'accorder le temps de parole comme suit :

1. Le débat débute à l'étape de l'adresse en réponse au discours du trône, mais uniquement pour permettre au député de St. James de terminer son intervention. Il dispose de 15 minutes pour le faire. Aucun député n'obtient le droit de parole à la fin de cette intervention.
2. Après la conclusion de l'intervention du député de St. James, l'Assemblée passe à la deuxième lecture du projet de loi 3 — *Loi modifiant la Loi sur l'obligation alimentaire/The Family Maintenance Amendment Act*.
3. À 12 h 25, ou plus tôt si aucun autre député ne souhaite intervenir, la présidente met aux voix la motion de deuxième lecture du projet de loi 3.
4. L'Assemblée ne tient pas compte de l'heure tant que le leader du gouvernement à l'Assemblée n'a pas renvoyé le projet de loi 3 en comité.
5. Si le débat portant sur le projet de loi 3 prend fin avant 12 h 30, l'Assemblée reprend le débat portant sur l'adresse en réponse au discours du trône.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. SMITH (Lagimodière) voulant que soit présentée à la lieutenant-gouverneure l'adresse suivante :

Nous, députés à l'Assemblée législative du Manitoba, vous remercions bien humblement du discours que vous avez prononcé à l'ouverture de la quatrième session de la quarante-deuxième législature du Manitoba.

L'Assemblée reprend également le débat sur la motion de M. KINEW voulant que la motion principale soit amendée par adjonction, à la fin, de ce qui suit :

Cependant, l'Assemblée déplore que le gouvernement provincial :

- a) n'ait pas fourni de plan visant à diminuer le coût de la vie pour les Manitobains puisqu'il n'a pas mentionné l'abordabilité ni le fait que les factures d'électricité, d'épicerie et autres sont désormais plus élevées, alors que les Manitobains se préparent pour la période des Fêtes;
- b) n'ait pas mis sur pied de commission d'enquête indépendante au sujet de sa réponse face à la pandémie afin d'apprendre de ses erreurs et de rectifier le tir dans le but d'améliorer la vie des familles manitobaines et de renforcer le système de santé;
- c) n'ait su offrir de soutien immédiat pour pallier la crise sanitaire qui secoue la province du nord au sud;
- d) ait déçu les personnes âgées et les aînés, notamment en les obligeant à se déplacer d'un bout à l'autre de la province pour libérer des lits dans les hôpitaux parce qu'il n'a pas su augmenter le nombre de lits dans les foyers de soins personnels ni gérer la crise sanitaire dans la province;
- e) ne se soit pas engagé à effectuer de véritables investissements ou changements en vue de combler les retards qui s'accumulent en ce qui concerne les chirurgies et les diagnostics dans la province;
- f) ait essayé de nous faire oublier l'ancien premier ministre Brian Pallister sans y parvenir, puisqu'il réitère 16 de ses anciens engagements;
- g) continue de mettre en péril la réussite à long terme des étudiants manitobains, puisqu'il veut encore procéder à cet « examen » dépassé du système d'éducation qu'avait demandé l'ancien premier ministre Brian Pallister;
- h) ait continué cette ingérence amorcée par l'ancien premier ministre Brian Pallister dans les établissements postsecondaires qui a entraîné une grève qui perdure à l'Université du Manitoba et qui nuit aux études des étudiants;
- i) ne se soit nullement engagé à octroyer aux travailleurs manitobains un salaire suffisant, des jours de congé de maladie payé ou des services de soutien à la santé et à la sécurité afin de les aider à se sortir de la pauvreté et à demeurer en santé et en sécurité au travail;
- j) n'ait pas parlé d'Hydro-Manitoba ni offert de plan dans le but de tirer profit de son énergie verte pour lutter contre le changement climatique, créer des emplois, favoriser la réconciliation et maintenir des tarifs peu élevés ainsi qu'un coût de la vie abordable;
- k) continue de se battre avec la ville de Winnipeg en imposant son projet raté de privatisation qui entraînera des pertes d'emplois pour les Manitobains et qui retardera les travaux d'amélioration de l'usine de traitement des eaux usées du North End, des travaux qui contribueraient à la protection des lacs et des rivières de la province;

- l) n'ait pas fixé de cible ni d'initiative vraiment importantes afin de lutter contre le changement climatique et de prévenir ces événements météorologiques dévastateurs qui affectent les producteurs ainsi que la durée et la qualité des routes d'hiver, l'environnement, l'économie et, en définitive, tous les Manitobains;
- m) ait négligé de s'engager véritablement à faire progresser la réconciliation et de s'excuser des échecs de l'ancien premier ministre Brian Pallister ainsi que de ses commentaires insensibles sur le plan racial;
- n) n'ait présenté aucune mesure de soutien claire à l'endroit des femmes, des filles et des personnes de diverses identités de genre du Manitoba, puisqu'il ne s'est pas engagé à financer la fourniture de produits de protection menstruelle dans les écoles ni à veiller à ce que les soins génésiques relèvent du ministre de la Santé et des Soins aux personnes âgées;
- o) ne se soit pas engagé à fournir du soutien à d'autres grandes collectivités comme Brandon et Dauphin ni à mettre fin au gel du financement destiné aux municipalités;
- p) n'ait pas réussi à élaborer de stratégie valable pour relancer le secteur manitobain de la création ni à présenter de véritable stratégie d'emploi à l'égard de divers secteurs de la province;
- q) ait refusé de s'attaquer à la crise des dépendances et du logement en n'effectuant aucun investissement à long terme dans des initiatives visant à réduire les dommages et à procurer des logements sociaux abordables,

et que le gouvernement provincial ait par conséquent, et en raison de ses nombreux autres échecs, perdu la confiance de l'Assemblée et de la population du Manitoba.

L'Assemblée reprend également le débat sur la motion de M. LAMONT voulant que la motion d'amendement soit amendée par adjonction, après l'alinéa q), de ce qui suit :

- r) n'ait pas changé de cap de manière importante ni proposé de mesures concrètes pour répondre aux multiples crises auxquelles sont confrontés actuellement les Manitobains, lesquelles nécessitent des mesures audacieuses, et qu'il ait seulement présenté un plan prévoyant de la planification;
- s) n'ait pas apporté de solutions pour l'ensemble des Manitobains et qu'il ait plutôt offert des solutions qui ne servent les intérêts que d'une infime minorité et qui abandonnent la majorité des Manitobains à leur propre sort;
- t) ait continué à livrer une bataille rangée aux chercheurs et professeurs talentueux du Manitoba au point où un grand nombre d'entre eux songent à quitter la province;
- u) ne se soit pas engagé à mener des négociations justes et libres avec les fonctionnaires, à éviter de s'ingérer dans les affaires des sociétés d'État et à permettre à ces dernières de fonctionner indépendamment du gouvernement de la manière prévue;
- v) ne se soit pas engagé à revoir toutes ses réformes désastreuses de la santé et qu'il ait seulement revu des réformes visant les régions rurales du Manitoba et non celles touchant les centres de santé se trouvant à Winnipeg et offrant des services à toute la province;

- w) n'ait pas adopté d'approches de prévention, entre autres, du diabète, de l'ostéoporose, des maladies cardiaques, rénales et pulmonaires ainsi que des maladies cérébrales — y compris les troubles d'apprentissage, les dépendances, les accidents vasculaires cérébraux et la démence — alors que le besoin est criant à l'échelle de la province pour ces approches;
- x) n'ait pas reconnu le rôle des faibles salaires dans la pénurie de main-d'œuvre au Manitoba, qu'il ne se soit pas engagé à augmenter le salaire minimum et qu'il n'ait pas précisé la façon dont la province comblera les lacunes dans la main-d'œuvre à l'aide du Programme des candidats du Manitoba;
- y) n'ait pas élaboré de plan de relance économique concret en réponse à la pandémie de COVID-19, qu'il ait préféré proposer des platitudes sur le fait d'« attirer des investissements » plutôt que de poser des gestes concrets et qu'il ait laissé les Manitobains et les entreprises de la province à eux-mêmes pour demeurer innovateurs et résilients dans la vraie tradition manitobaine;
- z) ne se soit pas engagé à remettre les 338 millions de dollars en allocations spéciales pour enfants du gouvernement fédéral qui étaient destinés aux enfants pris en charge et que les gouvernements progressistes-conservateurs et néo-démocrates précédents ont versé dans les recettes générales;
- aa) n'ait pris aucun engagement en vue d'améliorer la viabilité du Manitoba;
- bb) n'ait rien reconnu à l'égard de la sécurité des Manitobains alors que les décès attribuables aux surdoses causées par la toxicomanie atteignent des niveaux records et qu'il est urgent de s'occuper de la santé mentale des Manitobains.

Le débat se poursuit sur le sous-amendement.

M. SALA intervient. L'Assemblée convient de n'accorder à aucun député le droit de parole pour la reprise du débat.

Comme convenu, le débat est interrompu afin de mettre aux voix la motion de deuxième lecture du projet de loi 3 — *Loi modifiant la Loi sur l'obligation alimentaire/The Family Maintenance Amendment Act*.

Comme convenu, après la deuxième lecture du projet de loi 3 — *Loi modifiant la Loi sur l'obligation alimentaire/The Family Maintenance Amendment Act*, l'Assemblée reprend le débat portant sur l'adresse en réponse au discours du trône.

M. le *ministre* GOERTZEN intervient. M^{me} LAMOUREUX exerce son droit de parole jusqu'à 12 h 30 et le conserve pour la reprise du débat.

M. le *ministre* FRIESEN propose la deuxième lecture et le renvoi en comité du projet de loi 3 — *Loi modifiant la Loi sur l'obligation alimentaire/The Family Maintenance Amendment Act*.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* FRIESEN intervient.

M^{me} FONTAINE et M. GERRARD posent des questions au ministre.

Le débat se poursuit.

M^{me} FONTAINE et M. GERRARD interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.

La séance est levée à 12 h 30, et l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi, 13 h 30.

La présidente,

Myrna Driedger